

L'EXIGENCE POPULAIRE A MAINTENANT UN OBJECTIF : LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT



RÉSOLUTION DE LA DIRECTION NATIONALE DU BLOC DE GAUCHE | 22 SEPTEMBRE 2012

1. La gigantesque manifestation du 15 septembre 2012, qui ne peut être comparée à une quelconque autre mobilisation de ces dernières décennies, tourne la page de la politique portugaise. Ce fut la réponse de la majorité sociale à l'offensive du gouvernement, adoptant une position claire contre la troïka et exigeant une rupture avec la politique d'appauvrissement, d'austérité et de destruction. La manifestation du peuple dans la rue n'a pas demandé un répit pour ralentir l'austérité ou la protection de la troïka : elle a exigé la fin de la troïka au Portugal.

Ce fut un signal envoyé à toutes les oppositions, aux marchés financiers, à Merkel et au FMI, à la BCE et à la commission européenne.

Le bloc de gauche salue les organisations qui ont pris l'initiative de cette manifestation populaire et exprime son estime pour le million de citoyens et citoyennes qui ont sauvé la démocratie contre la troïka.

2. La lutte de masse est le chemin pour affronter le gouvernement et la troïka. Un an après le début du protectorat, avec le gouvernement du PSD-CDS, les records de chômage, de la dette et de la pauvreté sont la photo du pays. Le peuple a répondu aux provocations de vol de salaire (augmentation de la contribution sociale TSU payée par les travailleurs et son transfert au patronat), à toutes les formes de réduction des salaires et des pensions ou de nouvelles augmentations d'impôts par la démocratie en action.

3. Devant l'annonce de cette mesure par le premier ministre Passos Coelho, secondé immédiatement par le ministre de la sécurité sociale, du CDS-PP (1), le Bloc de gauche a présenté, le 8 septembre, son agenda autour de trois propositions : premièrement, l'appui à la mobilisation populaire urgente, deuxièmement, l'appui à une grève générale qui rassemble tout le mouvement syndical et qui s'élargisse socialement, et troisièmement, le recours au Tribunal constitutionnel, à une motion de censure et à un combat au Parlement pour présenter des alternatives claires.

Ni les contradictions internes du gouvernement et d'une coalition qui se fragmente, ni l'aide du Président de la République ne répondront à l'unique question essentielle au Portugal : pour refuser le cambriolage des salariés, des retraités et les manipulations financières, il est nécessaire de refuser la troïka et démettre le gouvernement et laisser place à des élections générales. Seul le peuple peut arriver à défendre le travail et la justice sociale.

4. Les mobilisations sociales vont s'intensifier, des prochaines manifestations syndicales aux autres formes d'action populaire, comme cela s'est vu lors du rassemblement de milliers de personnes devant le conseil d'Etat. Le Bloc de gauche s'emploiera entièrement au succès de ces mobilisations, soutenant la lutte générale et unitaire des syndicats et des mouvements sociaux.

5. Pour répondre à la situation d'urgence que vit le pays, le Bloc de gauche participe à des convergences au Parlement contre l'assaut sur les salaires et les pensions par le biais de la contribution sociale TSU ou contre la confiscation des revenus de ceux qui travaillent.

Dans ce sens, le Bloc de gauche manifeste son entière disponibilité pour la jonction et la confluence des oppositions qui se traduisent en une motion de censure.

Ce nouveau signal dans la politique portugaise montre que la déroute du gouvernement et de la spirale récessive est la voie à suivre pour le rétablissement de l'économie, de la responsabilité et du respect des travailleurs et des contribuables.

6. Le Bloc de gauche est engagé dans les élections régionales aux Açores, présentant le résultat de son intense travail parlementaire et social et mobilisant une alternative socialiste, assise dans la défense des travailleurs et des jeunes, promouvant l'autonomie régionale tout en refusant toutes les solutions d'austérité ou d'appauvrissement. La direction nationale salue et appuie cette campagne et souhaite un succès électoral à l'organisation régionale du Bloc de gauche aux Açores.

(Résolution approuvée à l'unanimité)

Notes:

1. Parti de Centre démocratique et social - parti populaire (CDS-PP). Droite dure et nationaliste alliée au gouvernement avec le PSD.